

Jean-Paul SÉNÉCHAL, *Finistère du Front populaire. 1934-1938. Lutte pour l'hégémonie et logique de blocs*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 394 p.

Jean-Paul Sénéchal publie la version allégée d'une thèse d'histoire contemporaine soutenue à Brest, à l'Université de Bretagne occidentale, en novembre 2015. Elle comportait initialement quatre volumes : 1 052 pages de texte plus une centaine de pages de sources, de bibliographie et de documents en annexe. Les contraintes éditoriales ont conduit l'auteur à supprimer la première partie – plus de 400 pages – consacrée à une étude très complète de la société finistérienne de l'entre-deux-guerres : la situation politique des années 1920 et du début des années 1930, ainsi que les composantes d'une société encore majoritairement rurale mais dans laquelle le monde urbain et maritime occupe une place non négligeable. Autres traits majeurs : l'influence de l'Église catholique est très forte dans le Finistère, et pas seulement dans le Léon, les droites sont puissantes, les campagnes encadrées par les agrariens et l'Office central de Landerneau, si bien que les gauches longtemps divisées ont du mal à faire face. De même, l'introduction problématisée de la thèse a été condensée et une partie de l'iconographie a disparu. Il reste toutefois une douzaine de cartes de synthèse, fruit d'un travail considérable de dépouillement et de maîtrise de logiciels de cartographie qui donnent, au niveau communal, les résultats électoraux des partis politiques du Finistère aux élections législatives de 1936. Tout l'intérêt du travail de J.-P. Sénéchal réside dans sa démarche, sa volonté de penser une période de rudes affrontements dans ce département bas-breton en recourant aux concepts et la grille d'analyse d'Antonio Gramsci en termes de lutte pour l'hégémonie et de logique de blocs. Au-delà de l'opposition classique gauche/droite, Front populaire/bloc des droites se désignant du terme Front national, nettement marquée dans les années 1934-1938, l'auteur a voulu saisir les dynamiques politiques et sociales à l'œuvre non seulement au sein de chaque camp, mais aussi dans les interactions entre les deux blocs en cherchant à mesurer les rapports de force et à voir comment ils évoluent dans un temps court.

*Finistère du Front populaire* s'organise en trois parties composées chacune de trois chapitres. La première partie « Les temps incertains » suit la dynamique de construction du rassemblement des gauches de l'affaire Stavisky et des réactions aux émeutes du 6 février 1934 à Paris aux élections législatives d'avril-mai 1936. Le premier chapitre insiste sur deux éléments consubstantiels aux forces de gauche en France mais plus encore en Bretagne, l'antifascisme et le combat laïque : dans le Finistère, plus qu'ailleurs, le front laïque est à la base du Rassemblement populaire forgé en 1934-1935 en réaction à la mobilisation des ligues d'extrême droite. En Bretagne, le dorgérisme et ses chemises vertes sont l'expression la plus militante de ces ligues perçues par les forces républicaines et de gauche comme « fascistes ». Dès 1934, des comités antifascistes et de petits syndicats agricoles de gauche (la Confédération nationale paysanne socialiste et la Confédération générale des paysans travailleurs proche du Parti communiste français [PCF]) combattent sur le terrain

(meetings, luttes contre les ventes-saisies de fermes) un Henri Dorgères plus ou moins soutenu par Landerneau et les agrariens. Ces organisations servent de creuset, à la base, au rapprochement des « frères ennemis » socialistes et communistes puis à des mobilisations unitaires au sein de vingt-sept comités de Front populaire. En dehors des villes, ces comités sont localisés dans le Trégor, fief du jeune Tanguy-Prigent et de la Section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), et dans le sud-Finistère où le PCF est le mieux implanté.

Spécificité finistérienne, les effets sociaux de la Grande Dépression (montée du chômage, baisse des salaires et des traitements) conduisent à un premier « moment ouvrier » intense et dramatique à Brest à l'été 1935, lors de la mobilisation des ouvriers de l'arsenal contre les décrets-lois de Pierre Laval : les manifestations d'abord pacifiques mais durement réprimées tournent à l'émeute et se soldent par plusieurs morts, un traumatisme qui accélère la réunification syndicale des deux branches de la Confédération générale du travail (CGT et CGT-U). J.-P. Sénéchal a analysé de très près ces événements brestois souvent méconnus. Il étudie ensuite le processus électoral et les résultats de la période qualifié de « phase électorale à contretemps » (cantonales de 1934, municipales de 1935, législatives de 1936). Dans les cantons et les communes, les partis de gauche ne progressent guère. Et en mai 1936, si le Front populaire l'emporte dans le pays, ce n'est pas le cas dans le Finistère, notamment parce que les notables radicaux-socialistes sortants n'ont pas joué le jeu du désistement à gauche au second tour dans plusieurs circonscriptions en dépit des accords du Front populaire. Finalement, parfois de justesse, « le bloc agrarien et clérical, certes traversé de tensions internes, fait face à un Front populaire bien fragile » et emporte sept sièges sur onze. Lors de cette radicalisation politique, les notables républicains centristes sont écartés, le renouvellement et le rajeunissement des députés importants.

La seconde partie, « Choc » se penche sur les répercussions immédiates de la victoire du Front populaire à l'été 1936, marquées en premier lieu par « le troisième tour », les grèves et des occupations d'usines par branches et lieux qui s'inscrivent dans le Finistère dans la montée de la conflictualité sociale depuis plusieurs mois. C'est une analyse détaillée et enracinée des acteurs, des raisons, des modalités et des registres d'action, bref des temporalités de ces mouvements sociaux confrontés aux réactions de la hiérarchie catholique, du patronat et des forces politiques. J.-P. Sénéchal s'interroge ensuite sur ce « printemps des syndicats ? », sur la réalité de la « ruée syndicale » soulignée par Léon Jouhaux, le secrétaire général de la CGT, réelle mais qu'il ne faut pas surestimer, aussi bien au sein de la CGT réunifiée qu'à la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), syndicats atteignant respectivement 28 500 et 6 500 syndiqués en 1937. L'Église catholique encadre les efforts d'implantation du syndicalisme chrétien car c'est pour elle un moyen de pénétrer un monde ouvrier largement déchristianisé et de faire « barrage au communisme », à Brest et dans les ports de pêche. L'auteur s'intéresse aux syndicats autonomes, aux syndicats professionnels

d'extrême droite, liés aux Croix-de-Feu transformés en Parti social français (PSF) en 1936, ainsi qu'au syndicalisme agricole, celui des agrariens de Landerneau, comme celui des gauches qui combattent l'hégémonie conservatrice dans le monde paysan. Dans le Finistère, le contrôle politique et social des 63 890 ouvriers agricoles est en effet un enjeu considérable. Un dernier chapitre examine le fonctionnement du « camp du Front populaire après 1936 » et des comités du même nom. Rapidement, les banquets de la victoire de l'été 1936 passés, l'alliance avec les notables radicaux-socialistes incarnés par la dynastie des Le Bail, père et fils, qui régnait sur la gauche laïque, est difficile et les divergences s'accroissent (guerre d'Espagne, politique économique du gouvernement Blum...). Le ciment de la lutte laïque et anticléricale se fissure. Les radicaux ne goûtent guère leur affaiblissement relatif au profit de la SFIO, qui ne profite guère d'ailleurs de l'effet Front populaire. Si elle a conservé deux députés dont le fermier Tanguy-Prigent élu contre le radical sortant dans une triangulaire à Morlaix, c'est surtout le PCF qui a profité du Front populaire pour progresser fortement (en voix et en militants) et élargir son implantation. La désillusion gagne bientôt les militants confrontés aux difficultés du gouvernement Blum et à la pugnacité des opposants de droite.

La troisième partie, la plus neuve, analyse le « Contrechoc ». 1937 et 1938 sont des « temps instables ». Pourtant, du fait des politiques du Front populaire, la situation s'améliore dans les campagnes alors que le dorgérisme se durcit. L'inflation grignote les hausses de salaires et les grèves redoublent de plus belle à la fin 1936 et en 1937, face à un patronat de plus en plus intransigeant. Aux élections cantonales de 1937, les candidats du Front populaire progressent en voix ; le conseil général reste à gauche. Le chapitre VIII est centré sur les « forces adverses », ces dominants qui s'efforcent de conserver leur hégémonie sur la société. Dans le Finistère, les partis des droites parlementaires, y compris les démocrates-chrétiens du Parti démocrate populaire (PDP) qui ont été attaqués sur leur droite dans leurs fiefs léonards en 1936, durcissent leurs discours et leur opposition au gouvernement. En outre, durant la période (et depuis 1934), l'extrême droite se renforce avec un PSF dirigé par Eugène Leclerc, le père d'Édouard, en forte expansion, et même l'apparition des « droites radicales » (le Parti populaire français [PPF] de Jacques Doriot à Landerneau). Dans cette société de très forte pratique religieuse, les cléricaux s'organisent de leur côté afin de combattre le Front populaire en s'appuyant sur la Fédération nationale catholique (FNC) et ses comités locaux solidement implantés depuis les années 1920 et en développant les mouvements d'action catholique spécialisés, notamment la Jeunesse agricole catholique (JAC). Le chanoine Le Goasguen est le fer de lance d'une action très offensive des œuvres catholiques (enquêtes de terrain sur le communisme en 1936, projet de Maisons du peuple catholiques). Le dernier chapitre, « Des désillusions au rêve perdu » est consacré à l'année 1938, marquée par une agitation sociale persistante (grèves du bâtiment, tensions à l'arsenal de Brest...) jusqu'à « l'échec fatal » de la grève générale du 30 novembre 1938 et la dure répression qui frappe le mouvement ouvrier.

Dans sa conclusion, J.-P. Sénéchal considère que si l'on veut comprendre les dynamiques de la société finistérienne, et pas seulement décrire des camps juxtaposés et opposés, les logiques de bloc et l'approche hégémonique sont validées. Nourri de dépouillements d'archives considérables et d'une vaste bibliographie bien maîtrisée, l'ouvrage de J.-P. Sénéchal dépasse le cadre d'une simple monographie départementale. C'est un apport indispensable à la connaissance de la France et de la Bretagne au temps du Front populaire et un outil pour saisir les originalités de ce département de Basse-Bretagne.

Christian BOUGEARD

Isabelle LE BOULANGER, *Brettonnes et Résistantes, 1940-1944. Approche socio-historique d'un engagement hors norme*, préface de Christian Bougeard, Spézet, éd. Coop Breizh, 2018, 421 p.

Isabelle Le Boulanger qui, à l'origine, a travaillé sur le XIX<sup>e</sup> siècle, a voulu réaliser une étude sur les femmes résistantes en Bretagne ; l'idée est bonne dans la mesure où pour la région nous ne disposons jusqu'ici que d'études partielles. Cependant, le (la) spécialiste n'apprendra rien de nouveau, mais plutôt des confirmations, du moins quand on réussit à faire la part des choses, tellement l'auteure entremêle des faits sans toujours une référence chronologique précise permettant de resituer exactement le contexte. L'occupation, la Résistance s'inscrivent dans un temps court, qui évolue vite pour les occupants comme pour les résistantes. Dire ainsi que le « panel » des dossiers combattants volontaires de la Résistance (CVR) montre l'action de femmes entrées « précocement » dans la Résistance parce qu'elles s'étaient engagés quatre-vingt-dix jours avant le 6 juin 1944 (date retenue administrativement pour obtenir une carte CVR) est un non-sens car, pour les acteurs et les actrices comme pour les historiens et historiennes, la notion de précocité en Résistance concerne les années 1940 et 1941.

L'ouvrage est découpé en six chapitres suivi d'un fichier des femmes résistantes en Bretagne. Le premier chapitre présente sa source à savoir les dossiers CVR, constitués après la guerre pour demander une carte CVR<sup>16</sup> et qui ont déjà été largement présentés dans divers articles ou chapitres d'ouvrages. Or, alors qu'ils sont cités dans la bibliographie, elle n'y fait aucune référence précise (note de bas de page) dans ce chapitre. Les autres chapitres évoquent successivement : « un engagement genré », l'entrée dans la Résistance organisée, les rôles des femmes dans la Résistance déterminés par les normes sociales, la répression, l'univers concentrationnaire.

Après avoir rappelé la situation de « mineure » des femmes françaises et, pour les femmes mariées, leur dépendance vis-à-vis du « chef de famille », la distinction

---

16. Ces demandes sont déposées dans le département de résidence après la guerre et non dans celui où l'action résistante s'est déroulée.